

trans- versales. économie



Sciences.....41
Environnement ...42
Signaux43

L'Afrique ne veut plus de nos vieux vêtements

Commerce. Certains pays d'Afrique de l'Est tentent de développer leur propre industrie de confection. Mais l'administration américaine ne l'entend pas de cette oreille.



✎ Dessin de Otto paru dans The Guardian, Londres.

—The Washington Post
Washington

Quand vient l'heure du ménage de printemps, les Américains se croient parfois généreux en déposant leurs vieux vêtements dans des boîtes de collecte. Ces pull-overs tachés, ces tee-shirts de colonie de vacances et ces shorts démodés serviront bien à quelqu'un dans le besoin, non ?

En réalité, les choses sont un peu plus compliquées. Aux États-Unis, la plupart de ces fripes sont revendues à des entreprises privées par l'Armée du Salut, [l'entreprise sociale] Goodwill et d'autres. Elles sont ensuite expédiées par conteneurs, la plupart du temps vers un pays d'Afrique subsaharienne, où elles alimentent une filière de plusieurs milliards de dollars.

Mais les gouvernements africains en ont assez. Car ce qui est souvent perçu, en Occident, comme de la générosité, les empêche de développer leur propre industrie de confection, expliquent-ils. En mars 2016, quatre pays d'Afrique de l'Est [Rwanda, Kenya, Tanzanie et Ouganda] ont donc décidé d'augmenter leurs droits de douane – en allant parfois jusqu'à les multiplier par 20 – sur les importations de vêtements usagés.

Alarme. Le lobby américain du vêtement d'occasion a tiré la sonnette d'alarme, et l'an dernier l'administration Trump a ouvert une enquête pour déterminer si ces quatre pays ne violaient pas un accord commercial vieux de dix-huit ans avec les États-Unis [l'Agoa – African Growth and Opportunity Act – permet à des pays africains de bénéficier de conditions avantageuses pour vendre leurs produits sur le marché américain]. Sous la pression, les gouvernements africains ont ramené leurs droits de douane à leur niveau antérieur.

À l'exception du Rwanda. Aujourd'hui, un fier dirigeant rwandais, visionnaire autoproclamé [le président Paul Kagame], en paie les conséquences. Depuis la fin du mois de mai, le pays risque de perdre certains des privilèges commerciaux définis par l'Agoa pour le secteur de l'habillement. Les Rwandais qui travaillent dans la filière des vêtements d'occasion commencent à se plaindre, alors que les efforts des autorités pour faire émerger un secteur de la confection restent peu concluants.

Le bras de fer entre la superpuissance américaine et l'une des

économies les plus dynamiques du continent africain [7,2 % de croissance prévue en 2018] relève toutefois moins de la guerre commerciale que de l'escarmouche. D'après les chiffres du gouvernement, les importations rwandaises de fripes représentent moins de 7 % du total importé par les pays d'Afrique de l'Est en 2016. Et les exportations de vêtements du Rwanda vers les États-Unis s'élèvent à 2 petits millions de dollars [1,7 million d'euros].

Cet exemple illustre cependant parfaitement la situation de pays comme le Rwanda où, même si la main-d'œuvre est bon marché, il est difficile de développer une industrie dans un climat d'intense compétition internationale.

Le président Kagame a fait le pari de développer la confection et de réduire les importations des vêtements d'occasion, qu'il juge peu dignes. Il fait partie de ces dirigeants africains qui souhaitent ralentir l'afflux de produits usagés – vêtements, électronique ou équipements médicaux – qui atterrissent sur le continent. *“En ce qui me concerne, le choix est simple, a-t-il déclaré devant des journalistes en 2017 à propos de ce contentieux commercial. Et nous devons peut-être en assumer les conséquences.”* Mais le Rwanda et les autres pays de la région *“doivent établir et développer leurs propres industries”*.

À l'instar de ses voisins, le Rwanda produisait autrefois l'essentiel de ses vêtements. Mais dans les années 1980, les dirigeants de la région ont, en collaboration avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), ouvert leurs économies pour intensifier leurs échanges commerciaux. Cette ouverture s'est traduite par un déferlement de produits d'importation bon marché. Puis les troubles politiques et le génocide de 1994 [800 000 morts selon l'ONU] ont achevé de déstabiliser l'industrie locale.

Les vêtements actuellement fabriqués au Rwanda pour le marché local sont pour la plupart chers et destinés à une clientèle de jeunes actifs citadins. Le gouvernement a récemment lancé la

“Ce qu'on veut, c'est des vêtements, des emplois et des industries qui durent.”

Nadine Ingabire,
FRIPIÈRE À KIGALI



SCIENCES

Quand le foot empoisonne les chimistes russes

Recherche. Pour garantir la sécurité durant la Coupe du monde, la Russie a interdit le transport d'éléments radioactifs utilisés par les scientifiques.

—Nature Londres

Pendant cette Coupe du monde, qui a démarré le 14 juin, les chercheurs russes vont peut-être avoir plus de temps que prévu pour regarder les matchs.

Du fait des mesures de sécurité, notamment antiterroristes, prises par les autorités en prévision de l'événement, certains centres de recherche russes vont en effet être privés des éléments radioactifs dont ils ont un besoin urgent pour leurs travaux de recherche, à en croire des biologistes moléculaires et des biochimistes interviewés par *Nature*.

Par un décret présidentiel publié le 11 mai, la Fédération russe a suspendu pour deux mois la vente et le transport de substances chimiques et biologiques dangereuses, y compris les produits chimiques toxiques et radioactifs, à des fins de sécurité. La Coupe du monde dure jusqu'au 15 juillet. Ce décret s'applique seulement aux villes qui accueillent les matchs, mais bon nombre d'entre elles, y compris Moscou, se trouvent être des pôles de recherche, explique Konstantin Severinov, biochimiste à l'Institut de la science et de la technique de Skolkovo (Skoltech), près de Moscou.

Le chercheur assure que ces mesures menacent de mettre un coup d'arrêt à la recherche en biologie moléculaire russe, secteur relativement modeste. Le mois dernier, des chercheurs russes qui venaient de commander des nucléotides radioactifs – ils s'en servent notamment pour mesurer l'expression des gènes – ont reçu une mauvaise nouvelle de l'Institut de chimie bio-organique Chemiakine et Ovtchinnikov de Moscou : une livraison attendue

en juin dans leurs labos serait annulée à cause du décret présidentiel. Aucun autre centre russe ne fournit de tels réactifs.

“Cela compromet toute l'activité de mon labo”, déplore Konstantin Severinov, qui est également chef de groupe aux Instituts de génétique moléculaire et de biologie des gènes, qui font partie de l'Académie des sciences russe (Moscou). D'après lui, de nombreux projets en pâtissent, notamment les expériences d'édition du génome par l'utilisation du système Crispr-Cas9 ou celles qui mesurent les effets des toxines sur les cellules.

De son côté, Stephen O'Brien, directeur du Centre Théodosius Dobzanski de bio-informatique du génome (Saint-Petersbourg), explique que le travail de son équipe, essentiellement effectué par ordinateur, n'en subit pas les conséquences, mais il a entendu parler de collègues d'autres instituts qui ont du mal à obtenir des réactifs radioactifs et autres produits chimiques toxiques.

Réactifs. Maintenir les approvisionnements de réactifs et autres produits destinés à la recherche est particulièrement difficile en Russie, ajoute Stephen O'Brien. Les capacités de production russes sont limitées, et les fortes restrictions douanières empêchent les scientifiques qui ont besoin de traceurs isotopiques [éléments radioactifs utilisés dans de nombreux domaines pour analyser certaines réactions chimiques] de les acheter légalement auprès de fournisseurs étrangers, assure Konstantin Severinov.

Parallèlement, les approvisionnements intérieurs sont entravés par la bureaucratie et les longs délais de livraison. “Nous

campagne Made in Rwanda afin d'encourager et de subventionner la production nationale. Les progrès restent toutefois timides : la marque de luxe américaine Kate Spade fait désormais assembler au Rwanda ses sacs destinés à l'exportation, et deux autres usines – l'une contrôlée par des Rwandais, l'autre par des Chinois – ont été inaugurées.

Le Rwanda souffre de nombreux handicaps. Coincé à l'intérieur des terres, il est loin de tout port d'expédition ; son marché intérieur est tout petit et plutôt pauvre ; sa main-d'œuvre n'est pas assez formée. Bref, il n'est pas près de devenir le prochain Vietnam ou le prochain Bangladesh.

Alors que l'industrie de la confection est encore embryonnaire, le secteur du vêtement d'occasion – baptisé “*chagua*”, “choisir” en swahili – souffre de l'augmentation des droits de douane. Or cette filière emploie plus de 18 000 personnes. “*J'ai dû tripler mes prix*”, explique Zaetsev Sibomana, 26 ans, vendeur de fripes sur le marché Nyamirambo de Kigali, la capitale. *Ils ont réussi à tuer cette activité, et mes économies avec. Je vis toujours chez mes parents, vous savez ?*”

Les propriétaires de la boutique voisine ont troqué les fripes américaines pour la confection chinoise bon marché. Vendus à des prix très bas, les vêtements chinois ont l'avantage d'être neufs, et donc d'échapper aux droits de douane. Isai Mugabo, propriétaire

d'une de ces boutiques de vêtements, déplore la décision du gouvernement. Le *chagua* était plus digne que les vêtements chinois, parce que cela permettait aux gens de se sentir à la mode, explique-t-il. “*La plupart de mes clients repartent sans avoir trouvé ce qu'ils cherchaient. Ils avaient l'habitude d'acheter des pièces uniques, mais aujourd'hui tout le monde repart avec la même chemise. C'est comme si tout le monde portait une espèce d'uniforme chinois.*”

C'est à la Chine que ce contentieux commercial pourrait profiter.

L'an dernier, la principale organisation professionnelle américaine du secteur des vêtements d'occasion, la Secondary Materials and Recycled Textiles Association (Smart), a demandé aux autorités d'examiner la hausse des droits de douane décrétée par les pays d'Afrique de l'Est, arguant que ces mesures “*avaient déjà d'importantes répercussions négatives*” sur l'industrie américaine. D'après cette organisation, près de 5 000 emplois du secteur privé et 19 000 postes dans des associations à but non lucratif ont déjà été supprimés, et à terme 40 000 emplois américains pourraient subir les “*conséquences négatives*” de l'augmentation des droits de douane. La Smart a décliné notre demande d'entretien.

Des analystes indépendants mettent toutefois en doute ces allégations. “*Ces chiffres me paraissent excessivement élevés*”, déclare Todd Moss, ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires africaines des États-Unis, aujourd'hui membre du groupe de réflexion américain Center for Global Development.

Comme plusieurs confrères, il critique vivement la politique américaine. “*Il est particulièrement nocif que la première économie du monde choisisse – pour des raisons mesquines et mercantilistes – de punir un partenaire africain*”, résume-t-il.

Les représentants de l'administration Trump estiment qu'il faut appliquer plus strictement les accords internationaux pour rééquilibrer la politique commerciale en faveur des travailleurs américains. D'après eux, les pays d'Afrique de l'Est doivent tenir les engagements qu'ils ont pris lorsqu'ils ont signé l'accord, qui leur offre de nombreux avantages. Le bureau de la présidence rwandaise n'a pas souhaité s'exprimer pour cet article, pas plus que le ministre du Commerce.

Désarroi. À court terme, c'est à la Chine que ce contentieux commercial pourrait le plus profiter. Dans son rapport sur la situation, le représentant du commerce extérieur américain estime que les importations chinoises “*représentent une plus grande menace pour les industries de l'Afrique de l'Est*” que les fripes américaines. Les exportations chinoises de vêtements vers l'Afrique de l'Est ont représenté 1,2 milliard de dollars en 2016, “*soit quatre fois la valeur du secteur des vêtements d'occasion*”, note le document.

À Kigali, les fournisseurs de fripes se disent désemparés. “*Écoutez, au Rwanda, ce qu'on veut, c'est des choses pérennes : des vêtements qui durent, des emplois qui durent et des industries qui durent*”, résume Nadine Ingabire, qui tient une friperie depuis dix ans. *Nous n'y sommes pas encore. En attendant, nous avons besoin des chagua. Nous avons besoin de ce choix. Ce n'est pas génial de ne porter que des vêtements d'occasion, mais ce n'est pas pire que les vêtements chinois. Et à ceux qui disent d'acheter du ‘made in Rwanda’, je répondrai que tout le monde n'a pas les moyens de se faire une garde-robe pleine de vêtements du dimanche.*”

—Max Bearak
et David J. Lynch
Publié le 29 mai

Contexte

●●● La loi sur la croissance et les perspectives de développement en Afrique (African Growth and Opportunity Act, Agoa) a été signée par Bill Clinton en 2000 puis renouvelée pour dix ans par Barack Obama, en 2015. Elle permet d'importer aux États-Unis certains produits d'une quarantaine de pays africains, sans payer de droits de douane. Les pays participants doivent remplir des conditions en matière de droits humains, de bonne gouvernance, de pluralisme politique et de protection des travailleurs. Ils doivent en outre évoluer vers une économie de marché et supprimer

progressivement les droits de douane sur les produits américains. Washington estime qu'en taxant les importations de vêtements d'occasion le Rwanda s'est mis hors jeu. Le 29 mars, le président Trump a ainsi annoncé la suspension, soixante jours plus tard, des avantages commerciaux qui concernaient les vêtements importés du Rwanda. “*Pourtant, en essayant de fabriquer lui-même ses vêtements, le Rwanda fait ce que nous prétendons attendre des pays pauvres : qu'ils se sèvent tout seuls de la charité, commente un éditorialiste du Financial Times. On devrait le laisser essayer.*”